

« Les études successives ont prouvé qu'il ne peut y avoir de stratégie efficace de développement dans laquelle les femmes ne jouent pas un rôle central. Lorsque les femmes sont entièrement impliquées, les effets sont immédiats : les familles sont en meilleure santé; elles sont mieux alimentées; leur revenu, leur épargne et leurs réinvestissements progressent. Et ce qui est vrai pour les familles l'est aussi pour les communautés et, tôt ou tard, pour des pays entiers. »
Kofi Annan, Secrétaire général des Nations Unies

Cartographier le territoire

Schématiser les questions relatives aux politiques qui concernent le DEC axé sur les femmes au Canada

PAR CAROL ROCK ET JANET MURRAY

Au Canada, la pauvreté recoupe clairement les questions relatives au sexe, à la race et au statut d'immigrant, pour entraîner une variété de profondes répercussions sur notre environnement social, économique, politique et culturel. Les femmes sont beaucoup plus susceptibles que les hommes de vivre dans la pauvreté ou avec un faible revenu. Elles font face à des relations de pouvoir inégales dans presque toutes leurs relations quotidiennes avec les membres de leur famille et de leur collectivité. Ces relations de pouvoir réduisent l'accès des femmes au travail et à ses avantages, affaiblissant encore davantage leur autonomie.

Les rôles des femmes dans la société, particulièrement en ce qui a trait au soin des enfants et des personnes âgées, exigent de la souplesse dans la disponibilité et dans l'organisation de leur travail à certains moments de leur vie. Ces attentes ont un impact direct sur les revenus à vie des femmes, de même que sur leur admissibilité à des transferts de paiement du gouvernement tels que les rentes et l'assurance-emploi. Ces attentes font partie des raisons pour lesquelles les femmes sont beaucoup plus susceptibles de travailler dans le secteur «des emplois atypiques» (à temps partiel, occasionnels, saisonniers, sous rémunérés), qui n'offrent pas la protection et les avantages des emplois réguliers (voir «8 Des choses à savoir concernant les femmes et l'économie», à la page 7.)

Cela dit, la tendance des politiques et programmes publics canadiens à promouvoir une approche «sans distinction de sexe» à l'égard du développement social et économique est inquiétante. Cette «neutralité entre les sexes» occulte les luttes des femmes pour acquérir leur indépendance économique, de même que les obstacles qui entravent leurs efforts pour y parvenir.

Plus particulièrement, les contraintes systémiques limitent la capacité des femmes de mener des recherches, de plaider en faveur de changements dans les politiques et de promouvoir les activités économiques des femmes sur le plan national. L'expertise des praticiennes du DEC partout dans ce pays est très riche. Il est grand temps de la reconnaître, de la favoriser et de la développer, pour le bien de nos collectivités.

Cet article est fondé sur un document élaboré par le Conseil

pancanadien du développement économique des femmes (voir l'encadré) pour Condition féminine Canada à titre d'inventaire des questions politiques les plus urgentes auxquelles sont confrontées les femmes dans le DEC au Canada. Il fait partie de la stratégie politique, de plaidoyer et de recherche du Conseil pour promouvoir une meilleure compréhension de la valeur du DEC axé sur les femmes, et pour faire entendre la voix des femmes et reconnaître leurs points de vue concernant toutes les décisions qui les touchent.

Secteur de politiques 1 : Politiques et programmes relatifs au marché du travail

Les politiques relatives au marché du travail sont fondées sur des notions désuètes du travail. En conséquence, ces politiques excluent les femmes des programmes, des mesures de protection et des avantages qu'offrent les divers ordres de gouvernement.

Contexte

Pour acquérir une plus grande emprise sur les conditions de leur emploi, les femmes du Canada nagent de plus en plus dans les eaux du travail «atypique», hors du cadre du travail légal et réglementé, fondé sur les hypothèses classiques du travail rémunéré, à temps complet. Cela entraîne une érosion de leurs droits et de leur admissibilité aux mesures habituelles de soutien et aux avantages sociaux qui atténuent les risques associés au chômage, à une mauvaise santé, à l'incapacité, aux accidents du travail et à l'âge avancé. De nombreuses femmes à faible revenu, moins instruites, aboutissent dans des emplois mal rémunérés, peu spécialisés, avec un horaire prolongé et rigide. Pour s'en sortir, elles acceptent souvent plusieurs emplois à temps partiel, qu'elles peuvent concilier avec leurs engagements familiaux.

Le travail autonome peut offrir une solution aux femmes dans cette situation, leur permettant un horaire plus flexible. Mais la montée du travail autonome refaçonne aussi le marché du travail canadien, entraînant de profondes répercussions sur les politiques et les lois. Bien que le travail autonome ait vraiment créé de bonnes possibilités d'emploi pour de nombreux Canadiens, il présente aussi des risques pour ces personnes : beaucoup de ces emplois se trouvent dans des secteurs moins réglementés de l'économie et sont peu rémunérés.

Priorités d'action

- Ž Accroître les mesures de soutien à l'emploi des femmes, telles que l'accès aux services de garde universels; et assurer la protection sociale et la protection du revenu des femmes à faible revenu et des travailleuses autonomes, en révisant les critères d'admissibilité à l'AE et aux prestations de maternité.
- Ž Élargir l'accès des femmes à la formation à l'emploi et au développement des habiletés techniques, particulièrement chez les femmes pauvres.
- Ž Promouvoir des programmes et des politiques qui rendent accessibles l'assurance emploi, la protection des normes du travail et les possibilités de formation aux femmes qui ont des emplois atypiques ou qui sont travailleuses autonomes.
- Ž Accroître les mesures de soutien à l'établissement pour les immigrantes, et concevoir des mesures pour reconnaître et accepter les diplômes des professionnelles formées à l'étranger.
- Ž Recueillir des données ventilées par sexe comme fondement essentiel pour déterminer et élaborer les priorités appropriées en matière de politiques.

Secteur de politiques 2 : Services d'aide sociale

Les politiques et règlements actuels en matière d'aide sociale limitent les capacités des femmes à faire une transition harmonieuse et stable vers toute forme d'emploi et freinent donc leur participation à l'économie.

Le contexte

Le système d'aide sociale est fondé sur un modèle de contrôle de la fraude au lieu d'appuyer les efforts des femmes pour miser sur leurs actifs et renoncer aux prestations pour trouver un moyen de subsistance durable.

Au départ, pour être admissible à l'aide sociale, la personne doit avoir complètement épuisé ses économies et ses autres capitaux. Toute personne qui accepte un travail pendant qu'elle reçoit des prestations est sujette à des prélèvements si elle gagne plus qu'un certain niveau de revenu. Cette situation nuit particulièrement aux femmes, puisque les prélèvements ne sont pas coordonnés et que des calculs différents s'appliquent aux allocations pour garde d'enfants, logement social et aide sociale. Les prélèvements peuvent atteindre plus de 100 % du revenu réel gagné. Le système crée donc une désincitation au travail et une dépendance à long terme à l'égard des prestations*.

En outre, les niveaux de revenu permis par l'aide sociale ont été réduits de manière appréciable et gelés dans la plupart des provinces. Au cours des 10 dernières années, les programmes «pas à pas» conçus pour offrir un soutien du revenu progressif ainsi que des programmes de remboursement des médicaments et des soins dentaires aux personnes qui commencent à travailler ont été démantelés dans une large mesure. Le logement social abordable de qualité n'est pas facilement disponible, ce qui cause de longues listes d'attente. Les personnes à faible revenu affectent un pourcentage élevé de leurs revenus au logement. Tout cela entraîne le surpeuplement des logements et, en bout de ligne, augmente l'itinérance parmi les familles monoparentales, dont la plupart sont dirigées par des femmes.

En dernier lieu, il faut un degré élevé d'instruction pour être en mesure d'accéder à tout l'éventail de services publics et sociaux qui sont offerts et de s'y retrouver. Les services sont souvent compartimentés et la coordination entre les services ou les secteurs est faible. Pour aggraver le problème, l'accent qu'on

met actuellement sur le financement par programmes, «l'initiative personnelle» et les solutions à caractère technologique rend la tâche difficile aux fournisseurs de services qui doivent répondre aux besoins spécifiques des femmes et offrir un soutien individualisé à plus long terme.

Priorités d'action

- Ž Accroître l'accès aux services publics et de développement social, et faire en sorte que toutes les personnes à faible revenu aient accès à des services abordables et de qualité en matière de santé, de médicaments et de soins dentaires.
- Ž Promouvoir des modifications aux règlements concernant l'aide sociale et encourager leur mise en œuvre de façon à appuyer la participation économique des femmes.

Secteur de politiques 3 : Financement adéquat et approprié pour les secteurs du DEC axé sur les femmes et de l'économie sociale

Les gouvernements n'ont pas reconnu comme il se doit l'importance et l'efficacité des interventions de DEC ayant pour but d'apporter des solutions à la pauvreté et à l'exclusion économique des femmes. Le secteur du DEC axé sur les femmes manque de ressources et ne suffit pas à la tâche.

Le contexte

Il semble que nous soyons entrés dans une ère «post féministe», où l'on perçoit le «programme des femmes» comme complet, et où l'on juge que les programmes et politiques «sans distinction de sexe» sont suffisants pour rejoindre et servir les femmes. La politique et les priorités du gouvernement en matière de dépenses ont entraîné un manque de financement à la fois pour les initiatives axées sur les femmes et pour les activités de DEC, ainsi que l'adoption de clauses restrictives pour le financement existant.

Le financement à court terme axé sur les projets réduit la capacité des praticiennes du DEC d'appuyer les femmes à faible revenu dans leurs efforts pour améliorer leur qualité de vie. Les exigences accrues en matière de rapports et de reddition de comptes imposent un lourd fardeau administratif aux organismes, réduisant leur travail de programmation.

Les praticiens du secteur sont sa ressource la plus impressionnante. Pourtant, les compressions profondes des dépenses du secteur public ont eu de graves répercussions sur la viabilité financière et la santé du secteur sans but lucratif en général, et sur les programmes de DEC axé sur les femmes en particulier. Les organismes féminins doivent concurrencer de façon intensive pour obtenir un financement qui est limité, bien qu'on sollicite toujours plus leurs services. Pour faire face à la situation, le personnel doit accepter des charges de travail beaucoup plus lourdes. Ces personnes éprouvent de la frustration et de l'épuisement professionnel, et sont peu rémunérées.

Les organismes de femmes doivent avoir accès à un financement de base. Cela est essentiel à la stabilité et à la planification à long terme des organismes, et les rendra aptes à soutenir la participation des femmes à l'économie.

* Richard Shillington, un chercheur indépendant en politiques sociales, a beaucoup écrit sur la nature régressive de l'impôt canadien et les services liés aux ressources. Le 25 août 2005.
<<http://www.shillington.ca/>>.

Priorités d'action

- Ž Documenter et diffuser les résultats du DEC axé sur les femmes, pour susciter des appuis à ce travail en tant qu'option valable pour les femmes marginalisées qui cherchent à se donner des moyens de subsistance.
- Ž Remettre les femmes et les questions relatives aux femmes à l'ordre du jour politique des gouvernements fédéral et provinciaux.
- Ž Revendiquer des possibilités de financement et un financement de base souples à plus long terme pour les organismes de DEC axé sur les femmes, augmentant la capacité des praticiennes de soutenir une hausse à long terme des actifs et une amélioration des moyens de subsistance.
- Ž Réduire les exigences en matière d'administration et de reddition de comptes lorsqu'il s'agit d'accorder des subventions.

Secteur de politiques 4 : L'émergence et la croissance du développement d'entreprises en tant que stratégie de réduction de la pauvreté

Le secteur du DEC axé sur les femmes fait face au défi supplémentaire que présente le renforcement de son efficacité dans tous les aspects du développement de l'entreprise, pour augmenter son accès aux mesures d'appui au développement des entreprises et aux ressources offertes à la fois par le secteur public et le secteur privé.

Le contexte

À l'Institut national de formation de la Fondation canadienne des femmes (2003), il est devenu évident que les nombreux organismes de femmes participants s'intéressaient depuis peu au DEC axé sur les femmes (y compris les entreprises à caractère social et les initiatives de travail autonome), et avaient besoin de formation et d'assistance technique, particulièrement dans le domaine du développement des entreprises.

Les initiatives de DEC ont rarement l'occasion, le temps et les ressources nécessaires pour acquérir de la maturité. Une bonne part de l'apprentissage se perd lorsque les résultats qu'elles obtiennent ne sont pas bien documentés, et/ou lorsque les programmes ou les entreprises cessent de fonctionner. En raison du contexte qui entoure le financement et du manque de disponibilité de capitaux de démarrage suffisants pour les initiatives de DEC, le secteur de l'entreprise sociale, en particulier, semble être dans un état perpétuel de développement et de création, sans une vision commune de ce qu'une approche reposant sur l'actif permettrait de réaliser à long terme.

Les principaux programmes gouvernementaux destinés à financer et soutenir l'entrepreneuriat ne sont cependant pas accessibles aux organismes de DEC axé sur les femmes ou à leurs participantes.

Parallèlement, les femmes et les organismes féminins ont un intérêt énorme et une expérience inexploitée à l'égard des structures collectives informelles et des structures officielles de coopératives visant à développer et soutenir les entreprises sociales de divers types.

Le secteur du DEC axé sur les femmes doit accroître son accès aux mesures d'appui au développement des entreprises et aux ressources offertes à la fois par le secteur public et le secteur privé.

Priorités d'action

- Ž Accroître la compréhension des étapes que les femmes doivent franchir dans leur cheminement vers l'indépendance économique et les moyens de subsistance stables. Il faut des mesures de soutien tout au long du processus.
- Ž Accroître l'accessibilité des femmes, et des femmes à faible revenu en particulier, aux mesures de soutien et aux services existants (particulièrement financiers) pour le développement des entreprises.
- Ž Documenter les résultats obtenus par l'économie sociale en calculant le rendement social de l'investissement.
- Ž Renforcer la capacité des organismes de femmes de mettre sur pied des entreprises sociales de façon efficace.

Et ensuite?

Se fondant sur les activités de recherche et de consultation de l'année dernière, le CWCEDC a élaboré un plan stratégique sur trois années visant à démontrer l'efficacité du DEC axé sur les femmes et à donner aux praticiennes du DEC une voix forte, claire et cohérente au sein des processus de prise de décisions qui détermineront l'avenir du secteur. Les activités seront concentrées dans trois domaines principaux :

1. *Accroître l'accessibilité de programmes holistiques de DEC axé sur les femmes partout au Canada par l'entremise de la recherche sur les résultats, de la documentation de la pratique efficace et de la sensibilisation plus poussée des intervenants et des partenaires éventuels à ces activités.*

Nous documenterons les problèmes, les tendances et les résultats, produirons et diffuserons des fiches de rendement, des fiches d'information et des documents de recherche, animerons ou co-animerons des forums, des conférences et des consultations auprès des intervenants clés, et ferons en sorte que les femmes et le DEC axé sur les femmes soient représentés aux tables rondes et lors des consultations sur les politiques.

2. *Renforcer le secteur et les organismes du DEC axé sur les femmes en renforçant la capacité et en partageant l'information.* En agissant à titre de carrefour du DEC axé sur les femmes et en développant le réseau d'apprentissage du DEC axé sur les femmes, nous accroîtrons l'accès à la formation, à la consultation, au mentorat, au développement du leadership et aux possibilités de réseautage pour les femmes et pour les organismes de DEC axé sur les femmes.
3. *Assurer la durabilité du Conseil en tant que mécanisme pour influencer sur l'évolution des politiques.*

Le CWCEDC est bien placé pour exercer une influence sur les questions politiques clés et accroître la capacité du secteur du DEC axé sur les femmes en travaillant en partenariat avec les organismes de DEC qui s'adressent aux femmes. Nous nous efforçons actuellement de diversifier notre financement de base, en explorant le développement des entreprises sociales et en établissant divers partenariats stratégiques afin de faire en sorte que l'efficacité du DEC axé sur les femmes soit reconnue, et que les femmes reçoivent les appuis dont elles ont besoin pour participer à l'économie et créer des moyens de subsistance durables.



Ancienne directrice exécutive de Women & Rural Economic Développement (WRED), CAROL ROCK est coordonnatrice de projet au Conseil pancanadien du développement économique des femmes (visiter le www.cwcedc-cpdefc.org). On peut la joindre au 519-271-0737 ou à c-rock@sympatico.ca. JANET MURRAY est directrice chez EKO NOMOS Program Development Consultants. On peut communiquer avec elle au 416-461-7711 ou à janet@ekonomos.com.

Le Conseil pancanadien du développement économique communautaire des femmes

Le Conseil pancanadien du développement économique communautaire des femmes (CPDECF) a été créé en 2002 dans le but de promouvoir le développement économique communautaire axé sur les femmes en tant que moyen de réduire la pauvreté et d'améliorer la vie des femmes, de leurs familles et de leurs collectivités. C'est une association nationale de praticiennes du DEC axé sur les femmes, constituée en personne morale.

Il est essentiel de respecter la diversité des femmes du Canada ainsi que de leurs besoins et de leurs choix lorsqu'elles participent à l'économie. En examinant et en mettant en relief le rapport entre la pauvreté et l'exclusion sociale et politique, nous approfondissons notre compréhension et améliorons la présentation du point de vue qui tient compte des sexospécificités pour le DEC axé sur les femmes. Pour cette raison, le CPDECF veut représenter un large éventail de femmes marginalisées qui vivent dans une pauvreté persistante ou sont à risque d'y vivre, y compris :

- ž les femmes à faible revenu;
- ž les femmes autochtones;
- ž les immigrantes et les réfugiées;

- ž les femmes des minorités visibles;
- ž les femmes qui souffrent d'une maladie mentale qui fait obstacle à leur emploi;
- ž les femmes exploitées dans leur travail - rémunéré et non rémunéré;
- ž les femmes victimes de violence familiale;
- ž les femmes handicapées;
- ž les femmes sans abri;
- ž les femmes en chômage.

Le CPDECF reconnaît que de nombreuses femmes au sein de notre communauté nationale (p. ex. les femmes autochtones, les femmes handicapées et les femmes de couleur) font face à l'exclusion économique, sociale et politique pour d'autres raisons que les rapports sociaux entre les sexes. Nous appuyons leur choix de lutter contre ces formes d'oppression comme elles pensent devoir le faire : avant de s'attaquer aux problèmes de la discrimination fondée sur le sexe ou pendant qu'on s'y attaque.

Si vous désirez davantage de renseignements sur le CPDECF, veuillez visiter www.cwcedc-cpdecf.org.

